



Déclaration liminaire pour le CSA 2nd degré

du 7 février 2025 reporté au 11 février

À l'occasion du CSA ministériel du 17 janvier, la ministre d'État Elisabeth Borne a fait plusieurs annonces : annulation des 4000 suppressions d'emplois et créations de 2000 emplois d'AESH, abandon de plusieurs mesures du « Choc des savoirs » (DNB obligatoire pour passer en 2de, groupes en 4eme/3eme, classes prépa 2de, dont la disparition est programmée). Ces annonces vont dans le bon sens et sont le résultat de l'action syndicale, mais elles ne sont pas suffisantes. Depuis 2017, les suppressions de postes ont été telles que, pour retrouver le taux d'encadrement de 2017, ce sont des milliers emplois qu'il faudrait créer (10 000 rien que dans le 2nd degré) !

Au regard de la situation catastrophique dans laquelle est l'Ecole publique, l'annulation des suppressions d'emplois d'enseignant-es ne peut être qu'une première étape dans la reconstruction de l'Education nationale. Cependant cette annulation ne doit pas masquer les suppressions dans le 1er degré, où la baisse d'effectifs aurait dû donner l'occasion d'améliorer les conditions d'apprentissage. Les écoles, collèges et les lycées ont besoin de moyens supplémentaires. L'annonce récente et brutale du gel des fonds alloués à la part collective du Pass culture pour l'année 2025 est tristement emblématique du peu de considération envers les élèves, mais aussi envers les personnels qui s'investissent dans des projets pour leur offrir un accès à des lieux de culture.

Autre annonce qui concerne les personnels l'Éducation nationale, et toute la Fonction publique la volonté de ne plus indemniser les fonctionnaires malades qu'à hauteur de 90% de leur salaire au cours des trois premiers mois du congé maladie ordinaire. C'est inacceptable ! Les conditions de travail des personnels enseignants, AED, AESH continuent à se dégrader, ce qui, ajouté à la perte de sens de leurs métiers à coup de réformes imposées et rejetées, plonge les agent-es dans une exaspération inédite. Au vu de la difficulté à recruter de nouveaux fonctionnaires, le gouvernement serait avisé d'abandonner ces projets, pour plutôt augmenter les salaires et avoir une réelle ambition pour l'Ecole publique en ayant des choix budgétaires ambitieux.

Dans l'enseignement professionnel, la FSU continue de demander l'abandon du calendrier des examens du bac professionnel en mai avec deux épreuves fin juin qui risquent d'être marquées par l'absentéisme ainsi que l'abandon du parcours différencié en terminale bac pro et qui enlève en plus quatre semaines de cours aux élèves pour la préparation du bac professionnel et ne suffira pas ni à améliorer l'insertion professionnelle ni à donner le niveau suffisant pour poursuivre en BTS aux élèves scolairement fragiles.

Dans le Rhône et la Métropole de Lyon, les collèges perdent des effectifs. Serait-ce enfin l'occasion de diminuer le nombre d'élèves par classe ? (rappelons que la France est championne d'Europe dans ce domaine) Non, bien sûr, le nombre d'heures diminue d'autant. Pire : les heures perdues sont intégralement des heures postes : nous gagnons même des

heures supplémentaires. Si la FSU se félicite des reculs sur le choc des savoirs, la répartition de ces heures pour permettre l'allègement des effectifs par classe aurait été une meilleure option que de supprimer simplement des divisions. Il n'y a pas non plus de création d'ULIS collège ou d'UPE2A, malgré des demandes non satisfaites et des classes chargées.

Enfin, on ne peut pas terminer sans évoquer les 20 ans de la loi dite "handicap" émise. Une loi symbolique porteuse d'espoir, garantissant notamment le droit d'être inscrit à l'école pour chaque enfant en situation de handicap et créant les AVS (auxiliaires de vie scolaire) pour accompagner ces enfants en milieu ordinaire. 20 ans après, force est de constater que L'Éducation nationale n'a pas été en mesure de mettre en œuvre les moyens nécessaires et le personnel suffisant en nombre et formé pour garantir de bonnes conditions de scolarisation à ses élèves. Alors que l'inclusion est un sujet de société majeur, l'Éducation nationale affiche un retard en la matière.

La FSU exige que l'école soit réellement inclusive, que l'école devienne une réelle priorité.